Conseil de Justice Environnementale (CJE) Réunion #8 Le mercredi 8 février 2023 De 18h00 (départ tardif) à 20h31 Procès-verbal

Lieu de réunion : Webinaire Zoom et en présentiel (Williams School Building, 108 Walnut St, Chelsea, MA, 02150)

Documents de réunion : Ordre du jour, Diapositives, Commentaires des Membres du Conseil sur la Stratégie de la JE de l'EAE

Membres du Conseil présents :

- Cheryll Holley (à distance)
- Ari Zorn (à distance)
- Caroline Hon (à distance)
- Melissa Ferretti (à distance)
- Lydia Lowe (en présentiel)
- Patricia Spence (à distance)
- Madeline Fraser Cook (en présentiel)
- Kalila Barnett (en présentiel)
- Namrita Kapur (en présentiel)
- Rishi Reddi (en présentiel)

Personnel du Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales (EAE) présent :

- Rebecca Tepper, Secrétaire de l'EAE (en présentiel)
- Maria Hardiman, Directrice de la Communication (en présentiel)
- Rishi Reddi, directeur d'EJ et président d'EJC (en présentiel)
- Carline Lemoine, Directrice Adjointe de JE pour la Coordination des Parties Prenantes Externes (à distance)

La réunion qui devait commencer à 18h00 a été retardée de 10 à 15 minutes en raison de difficultés techniques.

Accueil et Aperçu de la Logistique de la Réunion

Rishi Reddi a souhaité la bienvenue aux panélistes et aux participants. Kecil John a fourni une vue d'ensemble de la logistique de la réunion, y compris l'utilisation de la boîte de questions et réponses (Q&R) et la disponibilité des interprètes.

Présentation de la Secrétaire Tepper

Rishi a souhaité la bienvenue à la Secrétaire Rebecca Tepper. La Secrétaire Tepper s'est présentée au public et au CJE, puis a donné un aperçu des buts et objectifs du CJE. Elle a également remercié les membres du conseil.

Appel / Approbation du Procès-Verbal de la Précédente Réunion

Rishi a procédé à un appel nominal des membres du CJE. Au début de la réunion, les membres suivants du conseil étaient présents : Cheryll Holley, Ari Zorn, Caroline Hon, Melissa Ferretti, Lydia Lowe, Patricia Spence, Madeline Fraser Cook, Kalila Barnett, Namrita Kapur et Rishi Reddi.

Rishi a demandé s'il y a des remarques ou modifications à apporter au procès-verbal de la réunion du mardi 13 décembre 2022. Aucune remarque ou modification n'a été proposée.

Rishi a proposé une motion d'adoption du procès-verbal. Lydia Lowe propose d'adopter. Madeline Fraser Cook a appuyé la motion. Rishi a fait voter par appel nominal. Kalila Barnett et Namrita Kapur se sont abstenues de voter car elles n'étaient pas présentes à la réunion précédente. Tous les autres membres du conseil présents ont accepté le procès-verbal. Rishi a noté que le quorum de la réunion était atteint avec dix membres présents et huit membres votant pour approuver le procès-verbal.

Annonces

Rishi a annoncé que la période de consultation publique pour le Projet de Stratégie de JE sera ouverte jusqu'au 17 février et que le conseil acceptera les commentaires publics par courrier postal, par e-mail et par sondage en ligne. Le CJE a également recueilli les commentaires publics de vive voix lors de séances d'écoute en présentiel. Rishi a annoncé qu'il y aura une dernière session d'écoute en présentiel le 15 février à Chinatown, Boston (885 Washington St, Boston, MA).

Présentation de Read Porter sur la Formation des Groupes de Travail et la Conformité aux Réunions Publiques

Read Porter s'est présenté comme l'Avocat Général par Intérim de l'EAE. Read a expliqué qu'en raison de l'intérêt du CJE à faire avancer les travaux du conseil en dehors des réunions formelles, il est présent pour fournir des informations aux membres du conseil sur la manière de créer des groupes de travail conformes à la Loi sur les Réunions Publiques. Read a développé la Loi sur les Réunions Publiques, qui stipule que toutes les réunions d'un organisme public doivent être ouvertes au public. Read a élaboré la définition d'un « organisme public » et son lien avec un sous-comité. Read a donné les exemples de sous-comités. Read a expliqué comment les groupes constitués volontairement peuvent se conformer à la Loi sur les Réunions Publiques et a fourni des exemples pratiques de sous-comités formels et de groupes de travail informels en vertu de la loi sur les réunions ouvertes.

<u>En bref</u>: Les sous-comités formels, désignés par l'ensemble du CJE et composés d'un nombre quelconque de membres du CJE, doivent se conformer à la Loi sur les Réunions Publiques. Les groupes de travail informels, composés des membres du CJE au nombre inférieur au quorum et des membres hors CJE qui ne sont pas désignés par le CJE, ne sont pas tenus de se conformer à la Loi sur les Réunions Publiques.

Questions pour Read Porter sur la Formation des Groupes de Travail et la Conformité aux Réunions Publiques

Rishi Reddi: Le CJE pourrait- il être divisé en groupes comptant moins de membres qu'un quorum pour discuter des questions (par exemple, les mesures, la cartographie) ? Est-ce qu'une ou deux personnes seraient les leaders de chaque sous-groupe, ou devrions-nous former un sous-comité de trois à quatre membres officiels ? Les sous-groupes/sous-comités du CJE seraient-ils en mesure de présenter des documents « d'enquête » pour aider le CJE à parvenir à une recommandation formelle d'une stratégie de JE pour l'EAE ?

Lydia Lowe : Il serait plus efficace d'intervenir dans des discussions de travail et de rapporter des informations. La clé est qu'il ne s'agit pas d'une décision formelle de notre groupe. Il ne doit pas être limité aux membres du CJE ; ils auraient également la possibilité de puiser dans les ressources communautaires.

Madeline Fraser Cook: La structure moins formelle a du sens. Si nous optons pour la structure du groupe de travail, les gens peuvent-ils faire du bénévolat à différents moments ?

Read Porter : Il s'agirait d'une activité bénévole. Cela ne poserait pas de problème de conformité à la Loi sur les Réunions Publiques.

Kalila Barnett : Doit-on choisir une option ? J'ai besoin de précisions sur la manière de relier le groupe de travail à la délibération officielle du CIF.

Read Porter: En règle générale, le fait de rapporter des informations au CEJ ne pose pas de problème, mais il pourrait sembler qu'un sous-comité est créé si un groupe externe fait le travail d'un organisme public (le CJE).

Lydia Lowe : Le groupe de travail pourrait-il demander d'inscrire des points à l'ordre du jour ? **Read Porter** a dit que ce serait possible.

Namrita Kapur a précisé que la Loi sur les Réunions Publiques visait à maintenir la transparence et à ne pas prendre de décisions formelles en dehors du CJE.

Read Porter en était convenu.

Kalila Barnett demande des éclaircissements sur la création des groupes de travail.

Lydia Lowe a précisé que les membres du conseil pouvaient exprimer leur intérêt pour des sujets, mais que le CJE ne pouvait pas désigner de membres ni se réunir au quorum lors des réunions formelles.

Read Porter a précisé qu'il n'est pas possible envoyer un e-mail à l'ensemble du CJE au-delà du quorum mais uniquement entre les groupes de travail, sinon cela serait considéré comme une délibération.

Kalila Barnett : Un défi, en tant qu'organisme public, serait de demander aux résidents de consacrer leur temps et leurs ressources à prendre des décisions.

Madeline Fraser Cook demande des éclaircissements sur la formulation de recommandations en tant que groupe de travail.

Read Porter: La définition d'organisme public renvoie au fait de conseiller ou de faire des recommandations au public. Pour éviter cela, les groupes de travail pourraient fournir aux options du CJE des avantages et des inconvénients ou des conclusions générales issues de l'enquête. Le CJE pourrait discuter d'une motion recommandée lors d'une réunion sur la base des informations fournies par les groupes de travail.

Rishi Reddi a mis fin à la discussion. Les membres du Conseil ont convenu d'aller de l'avant, en gardant cette information à l'esprit pour la prise de décision future.

Discussion du CJE sur le Projet de Stratégie de JE de l'EAE : Décisions sur les Commentaires du CJE

Rishi Reddi a présenté le contexte des décisions des réunions de novembre et de décembre comme suit : Lors de la réunion de novembre, le CJE a reçu le projet de la Stratégie de JE pour examen. Après la réunion de novembre, les membres individuels du conseil ont envoyé au personnel de l'EAE leurs commentaires personnels sur le Projet de la Stratégie de JE et le personnel de l'EAE les a compilés dans un document de commentaires. La réunion de décembre du CJE a consacré la moitié du temps de la réunion à recevoir et à prendre note des commentaires oraux des parties prenantes publiques sur le

Projet de la Stratégie de JE, qui ont été reçus en anglais et en espagnol. Par la suite, le personnel de l'EAE a préparé un document de commentaires consolidé qui comprenait les commentaires des membres individuels du CJE et les commentaires du public de la réunion de décembre. Lors de la réunion du 8 février, les membres du CJE ont procédé à l'examen du document de commentaires consolidés.

Rishi Reddi a proposé de développer une stratégie pour répondre au nombre de commentaires. Rishi a proposé deux options pour examiner les commentaires : 1) examiner les commentaires qui nécessitaient plus de discussion en premier et 2) discuter des paramètres des sujets plus larges abordés dans le document de commentaires et de l'organisation globale de la Stratégie de JE.

Namrita Kapur a demandé de clarifier le calendrier et le processus d'examen des commentaires du CJE.

Rishi Reddi a précisé que le Bureau de JE de l'EAE et la Secrétaire Rebecca Tepper recevraient ces commentaires pour examen.

Namrita Kapur a suggéré de se concentrer sur les mesures de la Stratégie de JE.

Kalila Barnett : Quels sont les rôles des agences dans le traitement de ces commentaires ? Comment les différentes agences utilisent-elles la Stratégie de JE ?

Rishi Reddi: Les stratégies des agences varient considérablement. Certaines agences ont des plans de mise en œuvre, d'autres ont des comités de JE et d'autres n'ont pas encore élaboré de stratégie. On pourrait proposer que les agences élaborent des plans de mise en œuvre.

Kalila Barnett: Cela nous aiderait à déterminer le temps à consacrer à ces commentaires. Les agences à tous les niveaux doivent avoir des plans de mise en œuvre rationalisés.

Rishi Reddi a pris connaissance des idées présentées dans le document de commentaires et de leur valeur. Rishi a suggéré de revoir la décision du CJE de soumettre un document conjoint du CJE avec des commentaires sur la stratégie de JE. Rishi a également suggéré d'examiner les commentaires les plus controversés. Elle a reconnu qu'une stratégie était nécessaire pour répondre au grand nombre de commentaires.

Kalila Barnett a demandé quels commentaires contenaient des désaccords.

Rishi Reddi a suggéré de revoir le commentaire 8 pour une discussion sur les mesures générales.

Les membres du Conseil ont reconnu que le commentaire 8 nécessitait plus de discussion.

Caroline Hon a suggéré de revoir les commentaires lorsque les membres du conseil étaient d'accord.

Madeline Fraser Cook a appuyé la consultation de commentaires consentants, où seules de simples modifications ont été demandées.

Rishi a commencé une conversation sur des commentaires consentants. Les commentaires convenus seront inclus dans le document de révision proposé pour l'EAE.

Commentaire 2 : Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 2

Commentaire 3: Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 3.

Commentaire 4 : Les membres du Conseil ont passé la question 4 pour poursuivre les délibérations.

Commentaire 5 : Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 5.

Madeline Fraser Cook a indiqué qu'elle aimerait avoir des éclaircissements sur l'objectif de la matrice des agences.

Rishi Reddi a précisé que la matrice identifie les sujets abordés dans toutes les agences. Les membres du Conseil ont suggéré de modifier le commentaire 5 pour suggérer d'utiliser la matrice pour adopter l'uniformité/la standardisation entre les agences.

Commentaire 6: Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 6.

Commentaire 7: Les membres du Conseil ont convenu de regrouper les commentaires 7 et 6.

Commentaire 8 : Les membres du Conseil ont délibéré et modifié le commentaire 8 comme suit :

Kalila Barnett : Les résultats en matière de justice environnementale recherchés par les organismes ne sont pas limités aux organismes mentionnés dans le commentaire, mais plutôt au fait que d'autres organismes sont harmonisés.

Madeline Fraser Cook : Le commentaire peut être modifié en ajoutant à la dernière phrase du commentaire.

Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 8.

Commentaire 9: Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 9.

Commentaire 10 : Les membres du Conseil ont délibéré comme suit :

Rishi Reddi a signalé ce commentaire comme important et a demandé si le CJE devrait recommander que l'EAE et ses agences paient les communautés pour s'engager dans la Stratégie de JE.

Lydia Lowe a suggéré que ce commentaire nécessiterait une discussion plus approfondie. L'idée de fournir des ressources monétaires aux participants pourrait également avoir des conséquences négatives au niveau de la ville.

Namrita Kapur pense que le deuxième point du commentaire a aidé à surmonter les obstacles à la participation pour s'engager dans la stratégie de JE pour les communautés et les agences.

Rishi Reddi a demandé si les membres du conseil étaient intéressés à faire du deuxième point le commentaire principal.

Kalila Barnett : Notre commentaire devrait parler de l'engagement communautaire et parler de nuance. En termes de rémunération des membres de la communauté pour participer et d'autres processus de planification, il s'agit d'une conversation active qui doit avoir lieu. Je voudrais développer le deuxième point du commentaire.

Lydia Lowe : Nous devrions inclure la possibilité d'allocations monétaires pour l'engagement communautaire.

Kalila Barnett : Il pourrait être important de savoir pourquoi le commentaire a été émis, soit par le point de vue d'un individu, soit par l'État offrant des incitations à la responsabilisation. Nous devons en savoir plus sur le processus d'autorisation si nous envisageons cela du point de vue des processus d'État.

Rishi Reddi a accepté la modification suggérée par les membres du conseil ; les membres du conseil ont convenu. Le commentaire 10 a été modifié en faisant du deuxième point le commentaire principal, en élargissant la portée du commentaire 10 aux processus d'état et en modifiant le libellé.

Commentaire 11 : Les membres du conseil ont apporté une modification et ont convenu d'inclure le commentaire 11.

Commentaire 12: Les membres du Conseil ont convenu d'inclure le commentaire 12.

Commentaire 13 : Les membres du Conseil ont délibéré comme suit :

Rishi Reddi: Il y a d'autres commentaires sur la formation dans le document de commentaires qui suggèrent que les formations du personnel interne sont importantes. Je suggère que nous supprimions ce commentaire et le consolidions avec les autres commentaires sur la formation.

Kalila Barnett : Cela aurait pu être l'un de mes commentaires. Nous n'avons aucun moyen d'évaluer la qualité de ces formations.

Le CJE est passé au commentaire 29, un autre commentaire sur le thème des formations.

Rishi Reddi a suggéré de regrouper tous les commentaires sur la formation dans la phrase « une formation efficace, significative et pertinente est importante ».

Madeline Fraser Cook: Les formations doivent être obligatoires et inclure une explication du pourquoi.

Namrita Kapur préfère le commentaire 13 au 29.

Les membres du CJE ont accepté de regrouper tous les commentaires sur la formation dans le commentaire 13 avec une modification.

Rishi Reddi a suggéré de consolider le reste des commentaires qui n'ont pas été traités pour éviter la redondance et de planifier une courte réunion sur Zoom pour passer en revue les commentaires consolidés. Tous les membres du conseil ont accepté. Les membres du conseil discuteront plus en détail des commentaires qu'il a été suggéré de retirer.

Rishi Reddi a suggéré d'inclure tous les commentaires dans le document de révision proposé à l'EAE marqués comme "C" (inclure avec modification). Les membres du conseil assisteront à une réunion d'une heure pour discuter des commentaires classés dans la catégorie « B » (supprimer le commentaire) et convenir des commentaires qu'ils supprimeront et discuter des commentaires sur lesquels le CJE ne peut pas parvenir à un consensus.

Namrita Kapur s'est dite préoccupée par la perte de commentaires. Namrita a suggéré de structurer les commentaires sous des sujets et de hiérarchiser les sujets sous lesquels les commentaires relèvent.

Rishi Reddi : Voulons-nous nous concentrer sur les résultats ou les extrants pour les métriques ? Nous devons clarifier cela pour les agences.

Rishi a suggéré de se concentrer sur l'engagement et les mesures de la communauté comme objectif général des commentaires. Rishi a réitéré que la date limite pour la période de commentaires est ouverte jusqu'au ¹⁷ février, mais il y a de la flexibilité. Le bureau EJ examinera les commentaires reçus en dehors de la période officielle de consultation publique.

Projet de la Stratégie de JE de l'EAE : Commentaires publics

Le public a soumis des questions et des commentaires à la fois verbalement et via la boîte de questionsréponses sur Zoom. Voici un résumé des commentaires du public qui ont été reçu de vive voix :

Paulina Casasola : Je travaille comme organisateur de la justice climatique à Clean Water Action. Merci, membres du conseil, pour votre temps. La Table de JE ne participe pas à ce processus en solidarité avec GreenRoots en tant que critique du processus de réunion. À l'avenir, il serait important que le CJE ait un processus équitable et participatif. GreenRoots et Clean Water Action espèrent continuer à travailler en étroite collaboration avec l'EAE et le CJE du Massachusetts.

Rishi Reddi a exprimé son désir de continuer à travailler en étroite collaboration avec GreenRoots et d'autres organisations communautaires.

Namrita Kapur a demandé le contexte concernant les décisions qui ont conduit GreenRoots à ne pas participer.

Rishi Reddi : GreenRoots a demandé que l'ordre du jour soit ajusté pour tenir compte des commentaires du public au début de la réunion plutôt qu'à la fin. En vertu de la Loi sur les Réunions Publiques, nous avons affiché l'ordre du jour, qui ne pouvait pas être modifié dans les 48 heures. Lorsque ces réunions

ont été retirées du format Zoom et passées au format en présentiel, les commentaires à la fin d'un appel Zoom avaient du sens. À l'avenir, nous aimerions que les réunions en présentiel aient des commentaires au début et à la fin. Cela permet au grand public de commenter et également de commenter les sujets spécifiques abordés par le conseil. L'accessibilité est une priorité pour ces réunions. Paulina, je vous remercie pour votre commentaire et pour l'opportunité d'exprimer mon opinion sur cette question.

Lydia Lowe : La semaine prochaine, nous avons une séance d'écoute en présentiel à Chinatown. Je suggère de ne pas combiner la réunion du CJE avec la séance d'écoute pour se concentrer sur le soutien de la base et l'engagement communautaire. Nous devons nous assurer que le mot passe au sujet de ces séances d'écoute. En tant que question pour le secrétaire, comment voyez-vous le rôle du CJE dans le soutien de votre travail à l'avenir ?

Kalila Barnett: De plus, les projets importants en débat au sein des communautés EJ font également partie de la dynamique. Les gens seront intéressés d'entendre le point de vue du CJE sur les sujets.

Secrétaire Rebecca Tepper : Nous ressentons cela au fur et à mesure et nous sommes intéressés par les commentaires de la communauté. L'EAE souhaite collaborer avec le CJE en tant que groupe consultatif avec une flexibilité intégrée dans le processus.

Rishi Reddi : le CJE a un mandat statutaire pour accomplir certaines tâches. Lors des réunions du CJE, nous devons garder à l'esprit le mandat statutaire. Cependant, nous sommes intéressés par les commentaires des membres de la communauté et des quartiers locaux que nous visitons. Il est important que le conseil soit en contact avec les gens sur le terrain.

Lydia Lowe : Je suis d'accord.

Rebecca Tipper : Ces réunions ne remplacent pas les audiences publiques et les séances d'écoute des projets individuels. Ces réunions du CJE s'ajoutent aux autres réunions requises.

Rishi Reddi: Dans le cadre du CJE, il est nécessaire d'écouter les membres de la communauté, surtout lorsqu'il y a des émotions et des expériences vécues en jeu. Nous devrions être à l'avant-garde de ce travail.

Ari Zorn : Je fais écho à ce que Rishi a dit. En tant que groupe collectif, nous sommes chargés de répondre aux préoccupations d'EJ.

Catherine Rodriguez: J'ai assisté à quelques-unes de ces réunions Zoom et j'apprécie leur accessibilité. Vous n'êtes jamais venu dans le sud-est du Massachusetts (Taunton, Massachusetts). Je vis dans une zone de justice environnementale qui a un complexe de logements pour personnes âgées handicapées. Tout le monde n'est pas en mesure de se renseigner sur ces réunions Zoom et Taunton serait intéressé par une réunion en présentiel.

Rishi Reddi : En raison de nos conversations précédentes, Taunton est maintenant sur la liste pour un lieu de rencontre en présentiel.

Kalila Barnett : Je suis curieux de connaître la capacité de faire de la sensibilisation pour les séances d'écoute des réunions du CJE. Nos mécanismes actuels sont-ils adéquats ?

Lydia Lowe et Rishi Reddi: Nous devons faire une meilleure sensibilisation.

Rishi Reddi : Nous pourrions utiliser les médias sociaux et les publications à l'ancienne. Nous avons tellement plus à faire en termes de sensibilisation.

Le directeur des communications de l'EAE demande si le CJE est financé.

Rishi Reddi: Selon la loi, le CJE n'est pas financé.

Directeur de la communication de l'EAE : Nous pouvons explorer des publicités radio multiculturelles et créer des listes de presse. Les canaux dans lesquels les communautés multiculturelles sont présentes,

tels que les groupes WhatsApp et les groupes Facebook, méritent d'être étudiés pour la sensibilisation du CJE.

Patricia Spence : Il est important de tendre la main aux centres pour personnes âgées et d'utiliser les connaissances institutionnelles.

Lydia Lowe : Il est important d'utiliser les médias sociaux ethniques. Par exemple, les Chinois utilisent WeChat et nous pouvons envoyer une affiche dans WeChat. En aparté, il est important d'avoir des interprétations en cantonais pour la séance d'écoute à Chinatown.

Zeus Smith : Je suis Zeus Smith, le défenseur des politiques de la Charles River Water Association. Nous avons nous-mêmes travaillé sur le langage et la justice environnementale. L'utilisation des réseaux que nous avons cultivés pourrait être un bon moyen d'aider à passer le mot.

Amanda McNeil: Pour développer l'idée de mise en réseau avec des organisations communautaires (OBC), les personnes ayant des bottes sur le terrain ont leur doigt sur le pouls de ce qui se passe, y compris la façon de transmettre des informations aux communautés de manière efficace et efficiente. Travailler avec les OC serait également un excellent moyen de responsabiliser les OC qui essaient de faire le travail sur le terrain. Pour les prochaines étapes, obtenir une liste de ces organisations et envoyer un e-mail pourrait être un moyen de faire passer le mot et de s'assurer que la voix de chacun est entendue.

Rishi Reddi: Chez EAE, nous avons une liste d'organisations EJ que nous utilisons presque quotidiennement, mais elle est obsolète. Beaucoup d'organisations communautaires avec lesquelles nous travaillons nous disent qu'elles manquent déjà de personnel et qu'elles sont surchargées de travail. Leur demander de faire passer le mot peut ajouter à leur charge de travail, nous essayons donc de rester conscients de cela. Nous discutons de la manière de fournir une compensation habilitante lorsque ces organisations communautaires participent au processus de réunion du CJE. Il faut tenir compte du temps des gens alors qu'ils ont déjà leur propre travail à faire. Ce sont les choses que nous essayons de comprendre, qui est la prochaine étape. Merci pour ce commentaire.

Madeline Fraser Cook : Cela se rapporte au commentaire dont nous avons discuté précédemment, le commentaire 10, et nous devrions centrer les organisations lorsque nous discutons de la rémunération de leur travail.

Rishi Reddi: Nous avons discuté avec Read Porter de la définition des groupes pour lesquels nous demandons une indemnisation.

Kalila Barnett: Cette conversation est importante pour le conseil en tant qu'organe individuel et dans l'ensemble de l'EAE. Le succès de ces stratégies dépend d'une participation significative du public. L'État doit reconnaître qu'il a besoin de capacités supplémentaires pour aider à compléter ce travail, nous ne déléguons donc pas ce travail à des groupes communautaires. L'État doit participer à ce processus.

Kristen Mello : Merci à tous pour votre temps. L'engagement communautaire n'a pas besoin d'être plus difficile ou plus coûteux qu'il ne devrait l'être. Lorsque vous vous rendez dans une communauté, ces groupes communautaires ou ces écoles savent précisément quoi fournir en raison de leurs expériences vécues et de leur participation à la communauté. Le CJE peut utiliser les ressources disponibles pour effectuer des activités de sensibilisation. Il n'est pas nécessaire de repartir de zéro.

Questions Reçues via la Boîte de Q&R de Zoom :

#	Question	Nom du demandeur	Réponse	Nom du répondeur
1	Désolé d'être arrivé en retard. Un enregistrement de la réunion sera-t-il partagé avec les participants ?	Participant anonyme	Oui, les enregistrements seront publiés sur le site Web du Conseil de JE : https://www.mass.gov/orgs/environmental-justice-council/events? page=1	N/A
2	Le Comité d'Action Sociale et Environnementale (SEAC) de l'Unitarian Universalist Fellowship of Falmouth (UUFF) m'a demandé si la proposition de permis de fosse septique/bassin hydrographique Titre V du Département de la Protection de l'Environnement du Massachusetts (MassDEP) comporte une composante de JE puisque ce programme coûtera aux villes/districts hydrographique de Cape Cod de dépenser 3 à 7 milliards de dollars au cours des 20 à 30 prochaines années. SEAC veut organiser un programme sur la proposition MassDEP et a des préoccupations en matière de la JE en tant que communauté de foi.	David Dow ddow420@co mcast.net	Vous voudrez peut-être contacter Deneen Simpson, Directrice de la Justice Environnementale au MassDEP. Elle pourrait vous aider à ce sujet, son e-mail est sur le site Web d'EJ et je peux vous envoyer ses informations pour être en contact directement.	Rishi Reddi
3	Le Boston Globe de dimanche dernier contenait une publicité parrainée par des organisations non gouvernementales environnementales appelant à l'action contre la « pollution par l'azote » des systèmes septiques, qui créent des problèmes de qualité de l'eau et la perte d'habitat marin dans la baie touchée de Cape Cod. Falmouth, où j'habite, compte 14 baies sensibles à l'azote qui vont des étangs de kettle intérieurs aux baies côtières qui sont reliées par une combinaison de rivières et d'eaux souterraines. Ainsi, la pollution par les nutriments comprend à la fois l'azote et le phosphore.	David Dow	N/A	

#	Question	Nom du demandeur	Réponse	Nom du répondeur
4	Quels types d'agences mettront en œuvre les idées et les directives de ce document ?	Grace Sprague gsprague@un e.edu	Le document de la matrice des agences concerne les six agences de l'EAE qui supervisent l'agriculture, l'énergie, l'environnement et le climat. La stratégie guidera les quatre bureaux internes de l'EAE : le Bureau d'Assistance Technique, le Bureau de la Loi sur la Politique Environnementale du Massachusetts, le Bureau de Gestion des Zones Côtières du Massachusetts et notre travail sur le climat par le biais du programme de Préparation des Municipalités aux Situations Vulnérables. De plus, il guidera deux entités externes : le Centre du Massachusetts pour les Énergies Propres et l'Autorité du Massachusetts pour les Ressources d'Eau.	Rishi Reddi
5	Quels sont quelques exemples d'autres actions pour lesquelles des incitations peuvent être prévues, comme celles décrites dans le commentaire 10 ?	Grace Sprague	Lydia Lowe: Je pense que nous en avons discuté davantage comme la suppression d'obstacles que la création d'incitatifs. Rishi Reddi: L'autorisation, l'emplacement, le décaissement des subventions, l'application, la planification et les réglementations feraient partie des processus étatiques pour créer des incitations.	Lydia Lowe et Rishi Reddi
6	Si Lawrence n'est pas sur votre liste de visite, il devrait l'être. Il y est ?	Denis Richards dennisar@gm ail.com	C'est sur notre liste.	Rishi Reddi
7	UUFF SEAC est engagé avec le Collaboratif sur les Changements	David Dow	N/A	

#	Question	Nom du demandeur	Réponse	Nom du répondeur
	Climatiques de Cape Cod du Réseau Environnemental des Communautés de Foi et interagit avec la tribu Mashpee Wampanoag sur les préoccupations locales dans le bassin versant de Waquoit Bay.			
8	Une autre approche pour faire passer le mot sur les séances d'écoute et les opportunités de participer à ce processus consiste à contacter directement les organisations communautaires (CBO). Ils connaissent souvent le meilleur moyen d'atteindre les membres de la communauté et de les mobiliser. Je pense que l'engagement des organisations communautaires renforce également les communautés.	Amanda Mc Neill amanda.mcne ill@mass.gov	N/A	
9	Est-ce que Salem est sur votre liste? Nous aimerions que vous veniez et nous demandons respectueusement d'avoir des commentaires publics au début. Ceci est de Pat Gozemba, co-président de l'Alliance Salem pour l'Environnement (SAFE). SAFE aidera à faire connaître la réunion.	Pat Gozemba pgozemba@g mail.com	Il est maintenant sur notre liste. Veuillez envoyer vos coordonnées afin que nous puissions vous contacter.	Rishi Reddi
10	J'aimerais que Gloucester se lance dans cette course comme site de rencontre possible. Les quartiers de JE de Gloucester sont importants au niveau régional pour Cape Ann en termes de fourniture de logements et de services aux communautés de JE. Je serai ravie de vous aider. Merci pour votre travail.	Gemma Wilkens gwilkens@glo ucester- ma.gov	Veuillez mettre vos coordonnées dans le chat afin que nous puissions vous contacter.	Rishi Reddi
11	Pgozemba@gmail.com 978-744-9141	Pat Gozemba	N/A	
12	SalemSAFE@gmail.com	Pat Gozemba	N/A	
13	Le chat est désactivé pour moi, mais voici mes coordonnées pour éventuellement organiser une réunion à Gloucester. Gemma Wilkens gwilkens@gloucester-ma.gov. Merci encore!	Gemma Wilkens	N/A	

#	Question	Nom du demandeur	Réponse	Nom du répondeur
14	Veuillez vous assurer que SAFE (Alliance Salem pour l'Environnement) figure sur votre liste de JE. Contactez-nous à SalemSAFE@gmail.com.	Pat Gozemba	N/A	
15	J'habite à Andover. Le CJE a-t-il des suggestions sur la façon dont les communautés non JE devraient travailler officiellement avec les populations de JE dans les communautés voisines pour aider la région à se préparer aux impacts du climat et de la dégradation écologique ? La Stratégie de JE peut-elle intégrer ce concept en tant que partie formelle du document lors de sa révision ?	Dennis Richards dennisar@gm ail.com	Merci pour ce commentaire et de soulever un bon point. Nous connaissons également de nombreux endroits dans l'État où les populations EJ représentent une part énorme de la maind'œuvre dans les populations non EJ. Nous devons élaborer des stratégies pour répondre à ces préoccupations.	Rishi Reddi
16	C'est la première fois que j'ai pu participer à cette réunion et j'ai été vraiment impressionné par les commentaires et les discours que j'ai entendus. Je tiens simplement à remercier Rishi et les membres du conseil pour votre sincérité et les efforts sincères déployés pour accomplir cet important travail!	Pallavi Mande pallavi.km@g mail.com	N/A	

Prochaines Étapes et Ajournement

Rishi Reddi a proposé d'ajourner. Namrita Kapur a proposé et Lydia Lowe a appuyé. L'appel nominal a été réalisé et les membres du CJE ont accepté d'ajourner. Séance levée à 20h31.